



NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

N 49

Avril – Juin 2005

Réunion du Comité Exécutif de la CGS

La réunion du Comité Exécutif de la CGS a eu lieu le 15 avril à Saint-Pétersbourg. La coopération entre la Confédération générale des syndicats et l'Assemblée interparlementaire des pays membres de la CEI (AI) a été le thème principal de la discussion du CE.

Il a été souligné que la coopération entre la CGS et l'AI se développe d'une façon dynamique et productive. Dès l'obtention du statut d'observateur auprès de l'Assemblée, la CGS a progressivement développé la coopération avec ses organes.

Quant à l'Assemblée Interparlementaire, elle a toujours prêté l'oreille à l'opinion de représentants des travailleurs sur les problèmes actuels. La CGS a proposé ou a participé à l'élaboration de plusieurs lois cadres et d'autres décisions de l'Assemblée. Les relations entre les deux organisations peuvent être considérées comme un système de coopé-

ration basé sur le partenariat social. Cela contribue non seulement au rapprochement des législations dans le domaine économique et social des Etats de la CEI mais contribue au renforcement de l'amitié et de la compréhension entre les peuples de ces pays.

Une telle coopération agit positivement sur le processus législatif, permet de résoudre d'une façon civilisée les problèmes actuels de la protection sociale des travailleurs. La résolution adoptée à la réunion du Comité Exécutif appelle les centrales syndicales nationales des pays de la CEI à contribuer davantage à l'intégration des lois cadres et des décisions de l'Assemblée Interparlementaire en matière de législations nationales.

La réunion a aussi discuté de la préparation et de l'organisation d'une campagne solidaire "Le salaire minimum pas plus bas que le minimum vital". Le Comité Exécutif a souligné que conformément à la décision du Conseil de la CGS en date du 3 novembre 2004, les cen-

trales syndicales nationales et les organisations internationales de branche ont élaboré des plans d'actions collectives et ont déjà commencé leurs mise en oeuvre. Le CE a recommandé aux organisations membres de faire avancer leurs revendications lors des manifestations et des meetings du 1^{er} Mai. "Le salaire minimum pas plus bas que le minimum vital" et "Le salaire minimum digne – une voie vers l'éradication de la pauvreté" sont devenus les principaux slogans pour l'année 2005.

Conformément aux Statuts de la CGS, le Comité Exécutif a mis fin aux pleins pouvoirs d'Alexandre Stoyan, membre du CE, et a confirmé les pleins pouvoirs d'Alexandre Yourkine, élu président de la Fédération des syndicats d'Ukraine.

La CGS au Forum économique international

Le 9^{ème} Forum économique international de Saint-Pétersbourg a eu lieu du 14 au 16 juin 2005. La recherche des formes nouvelles de gestion économique et la garantie, sur cette base, d'une vie digne pour les gens a été au centre des débats. "L'économie efficace – une vie digne" a été la devise du forum.

Les réformes structurelles et le nouveau développement de la Russie et d'autres pays de la CEI ont aussi été parmi les principaux thèmes du forum.

Intervenant au forum, V. Scherbakov, secrétaire général de la CGS, a attiré l'attention des participants au prix de l'entrée des pays de la CEI dans l'économie mondiale, surtout après leur adhésion à l'OMC. Il a cité l'exemple du Kirghizistan, de la Géorgie et de la Moldova qui sont déjà membres de l'Organisation mondiale du commerce et dont les résultats économiques ne sont pas du tout impressionnants.

Pour que les pays de la CEI puissent vraiment jouir des avantages de la mondialisation chaque Etat devrait déterminer la stratégie de son développement socio-économique. Selon Scherbakov le rôle de l'Etat prévoit l'octroi à tous ses citoyens des services accessibles dans la santé, l'enseignement et la protection sociale. L'Etat doit limiter l'influence négative de la mondialisation sur l'accroissement de l'inégalité dans les revenus des citoyens au moyen de l'imposition progressive et de la politique de la rémunération. Nous ne pouvons pas accepter, a souligné V. Scherbakov, que le SMIG dans la plupart de pays de la CEI est au-dessous du minimum vital.

Azerbaïdjan: les syndicats protestent

La réunion des militants syndicaux de la Confédération des syndicats d'Azerbaïdjan (CSA) tenue en avril à Bakou a été consacrée à la violation des droits des travailleurs embauchés par les compagnies

multinationales. Intervenant à la réunion, Sattar Mekhbaliev, président de la CSA, a souligné que le nombre des investisseurs et des entreprises étrangères augmente dans le pays. Cependant les tentatives des travailleurs de ces entreprises de former leurs organisations syndicales se heurtent souvent à la résistance de l'administration. La déclaration adoptée à la réunion souligne que les travailleurs autochtones de ces entreprises sont fréquemment soumis aux insultes, que leurs droits de travail et sociaux sont souvent lésés. Il n'est pas rare que les conventions collectives signées à ces entreprises ne correspondent pas au Code du travail national. La sécurité et l'hygiène du travail ne sont pas adéquates aux normes adoptées dans le pays. Les salaires des travailleurs azerbaïdjanais sont plus bas que les salaires des spécialistes étrangers de la même catégorie.

La revendication de mettre fin à la violation des droits des travailleurs a été avancée par la réunion.

Bélarus: la FSB élargit son activité

Au dire de Léonide Kozik, président de la Fédération des syndicats de Bélarus, 408 nouvelles organisations syndicales de base réunissant 22 000 travailleurs ont été dernièrement formées en Bélarus.

La réunion du Présidium de la Fédération tenue en mai a pris la déci-

sion d'accélérer la formation des syndicats de base aux entreprises de toute forme de la propriété, surtout dans les zones franches. Les syndicats sont actuellement en train de préparer un acte normatif qui prévoit le transfert mensuel aux comptes des syndicats d'une somme égale à 3% de la masse salariale prélevée sur le bénéfice des employeurs là où l'organisation syndicale n'a pas été créée.

Bélarus: le chômage est en baisse

Conformément aux données du ministère biélorusse du Travail et de la Protection sociale le taux de chômage en juin 2005 en Bélarus a représenté 1,8% de la population active. En 2004 ce chiffre a été de 2,6%, soit une baisse de 0,8%. Durant les cinq premiers mois de cette année, 87 800 personnes ont reçu le statut de chômeur, soit 6 400 de moins que l'année précédente.

Durant janvier – mai de l'année en cours 44 700 personnes ont reçu des propositions pour des travaux d'utilité publique. Le financement de ces travaux est effectué par le Fonds d'Etat de l'emploi.

Kazakhstan: XXème congrès de la FSRK

Le XXème congrès ordinaire de la Fédération des syndicats de la République du Kazakhstan a eu lieu le 31 mai à Astana, 80 ans après le 1^{er}

congrès des syndicats de ce pays, tenu à Kizilorda le 31 mai 1925.

Noursoultan Nazarbaév, président de la République, a souligné dans son message adressé au congrès que les syndicats nationaux sont devenus des institutions compétentes de la société civile nationale, et a exprimé l'espoir que les organisations syndicales continueront leur aide à la modernisation du pays, à la création d'une économie compétitive et du relèvement du niveau de vie de la population.

D. Akhmetov, Premier-ministre du Kazakhstan, a prêté dans son intervention au congrès, une attention particulière à la sécurité du travail, en soulignant que le nombre d'accidents du travail reste toujours très élevé et a appelé les syndicats d'analyser scrupuleusement chaque cas. Il a aussi assuré que dans leur activité pour garantir la sécurité du travail les syndicats peuvent compter sur l'aide du gouvernement.

Le congrès a adopté un document – programme "Stratégie de l'activité des syndicats de la République du Kazakhstan pour les années 2005–2010". Des amendements ont été apportés aux Statuts de la Fédération, un nouveau Conseil général a été formé. Syazbek Moukachev a été élu président de la FSRK.

Le congrès a adopté plusieurs déclarations sur la défense des droits et intérêts des salariés du pays. Le

congrès a adopté un message au président et au gouvernement concernant un nouveau Code du travail qui est en cours d'élaboration. Le message souligne que le projet du Code "ne correspond pas pleinement aux articles de la Constitution en vigueur sur l'Etat social". Conformément à ce projet "les travailleurs et les syndicats sont même privés des droits que contient constitution actuelle". Le droit du travailleur d'adhérer au syndicat et les normes interdisant la discrimination des travailleurs pour leur appartenance à une organisation syndicale sont omis dans ce projet. Le projet ne prend pas en considération les conventions de l'OIT ratifiées par le Kazakhstan, pas plus que les recommandations faites par les experts de l'OIT qui ont analysé le projet de Code du travail. Selon la FSRK le projet de Code du travail doit prévoir une plus grande responsabilité des employeurs pour la violation des droits des travailleurs.

Vladimire Scherbakov, secrétaire général de la CGS, et Vadime Borisov, représentant de la CISL dans les pays de la CEI ont pris part au congrès.

Kirghizistan: les syndicats se prononcent contre les forces destructrices

Le Conseil de la Fédération des syndicats du Kirghizistan a déclaré sa préoccupation quant à l'aggravation de la situation socio-politique dans

le pays “provoquée par des actions aventuriées et anarchiques des personnes dont les intérêts personnels et de groupe défient les intérêts de l’Etat. En utilisant les difficultés de la période transitoire ils essayent de semer parmi la population un mécontentement face aux nouveaux pouvoirs”. Les dernières actions antisociales et les attaques contre le siège du gouvernement le 17 juin à Bichkek en sont une confirmation éclatante.

Le Conseil de la FSK s’est adressé aux membres des syndicats et à tous les travailleurs pour leur demander de ne pas céder aux provocations des forces destructrices et de contribuer au renforcement de l’Etat.

Moldova: consolider le mouvement syndical

Le Conseil de la CSRМ a discuté à sa réunion du 21 avril du problème “La consolidation et l’unité d’actions de la Confédération des syndicats de la République de Moldova dans la défense des intérêts et des droits professionnels, de travail et socio-économiques des membres des syndicats”.

Petru Chiriak, président de la centrale, a souligné dans son intervention au Conseil que la Confédération traverse une période difficile “de consolidation et d’affirmation des valeurs démocratiques dans toutes les structures syndicales: de base, territoriales et de branche”.

Durant ces dernières années la Confédération a perdu beaucoup de ses membres, cependant, selon Chiriak elle a pu résister et compte aujourd’hui plus de 400 000 travailleurs regroupés en 5 749 syndicats de base.

Le Conseil a adopté un message adressé aux autorités, aux structures patronales et aux organisations sociales et politiques.

Dans son message au président de la République il a appelé le chef de l’Etat à mettre fin aux tentatives de briser le mouvement syndical qui ont déjà porté un sérieux préjudice à la Confédération et ont créé une image négative du pays.

Etant donné que les leviers juridiques prévus par la Loi sur les syndicats ne sont pas efficaces, les membres du Conseil ont exprimé l’espoir que le parlement du pays apportera à la législation nationale des amendements nécessaires pour créer des conditions normales pour l’activité des syndicats.

Le Conseil a aussi exprimé l’espoir que le gouvernement du pays pourra rendre plus efficace le dialogue social et que les structures patronales seront plus ouvertes aux besoins et aux intérêts des travailleurs.

La CSRМ s’est prononcée pour la coopération avec toutes les forces politiques et sociales de la société

civile sur la base de l'égalité et de l'indépendance.

Le prochain congrès de la CSRM aura lieu en octobre 2005.

Moldova: la CSRM pour un travail légal

Dans le cadre d'une campagne nationale contre l'économie informelle, la CSRM a organisé le 24 juin une table ronde "Un travail légal pour toi et ton pays".

Durant ces cinq dernières années la CSRM organise des initiatives visant à renforcer la protection sociale des travailleurs de l'économie informelle.

Plusieurs conférences de presse et séminaires ont été organisés durant l'année en cours sur ce thème, une "hot line" a été créé par la centrale pour aider les dirigeants syndicaux, les militants et les travailleurs de cette sphère de l'économie.

Les buts de cette campagne sont les suivants:

- faire comprendre aux partenaires sociaux le phénomène de l'économie informelle,
- stimuler la formation des structures syndicales dans toutes les unités de production de cette économie,
- contribuer au développement de la coopération entre les partenaires

sociaux et les ONG intéressées à l'adoption des lois qui pourraient renforcer le statut des travailleurs de cette catégorie. Selon la centrale syndicale l'Etat doit se charger du rôle du coordinateur de toutes les initiatives organisées dans le cadre de cette campagne, dès lors que cela correspond pleinement à la tâche proclamée par ce dernier, à savoir "moderniser l'économie et réduire la pauvreté"

Russie: le "non" syndical à la hausse des tarifs

La hausse des tarifs pour les services communaux est devenue une des principales questions discutées à la réunion du Comité exécutif de la FNPR tenue le 12 avril 2005. Selon les statistiques la hausse des tarifs pour les services communaux durant les deux premiers mois de cette année a égalé celle de toute l'année dernière. Tout cela dans les conditions d'une très basse solvabilité de la population. Cette situation a provoqué des actions de protestation. Des actions de masse organisées par les syndicats ont eu lieu à Voronej, à Perm, Nijni Novgorod, Khabarovsk et à Volgograd. Le Comité exécutif a chargé la direction de la Fédération de s'adresser aux autorités pour vérifier le bien-fondé de l'augmentation des tarifs dans les régions. Il a été aussi proposé d'entamer des négociations avec les pouvoirs pour limiter à 15% la part des tarifs dans le budget familial.

Russie: les actions de protestation des syndicats

Le syndicat des travailleurs de l'industrie de la construction d'automobiles et des machines agricoles a organisé des actions de protestation des travailleurs de cette branche le 17 mai à Moscou devant la Maison du gouvernement. Des représentants des comités syndicaux et des travailleurs de plusieurs grandes entreprises de la branche y ont pris part.

Les syndicats sont préoccupés par la baisse de la production, la réduction des emplois et la baisse des salaires. Les arriérés de salaires dans la branche ont atteint 700 millions de roubles. V. Gorénkov, vice-président du Syndicat, a déclaré au meeting que selon les prévisions des experts, après l'adhésion de la Russie à l'OMC l'industrie de la construction d'automobiles et des machines agricoles perdra plus d'un tiers de son volume de production, ce qui pourrait mener à la fermeture des entreprises. Les participants au mouvement ont avancé plusieurs revendications visant à améliorer la situation dans la branche et, au nom de 807 000 travailleurs de la branche, ont adressé un message au gouvernement. Personne du gouvernement n'est pas descendu discuter avec les manifestants.

La FNPR s'est solidarisée dans une déclaration spéciale avec les actions du Syndicat.

Le 25 mai la Fédération des syndicats des travailleurs et des employés civils des Forces armées de la Russie a organisé un meeting de protestation devant la Maison du gouvernement à Moscou. Plus de 900 personnes y ont pris part.

Malgré les instructions du Président de la République et l'augmentation des salaires à tous les travailleurs du secteur public de 1,2 fois les salaires des travailleurs civils des Forces armées n'ont pas été augmentés. Les participants au meeting ont exigé l'augmentation de leurs salaires durant l'année en cours de 2 fois à l'égal de tous les autres travailleurs du secteur public.

Russie: rétablir le ministère du Travail

Mikhail Chmakov, président de la FNPR, a souligné dans son interview à la radio "Mayak" que dans la Russie actuelle manque d'organes qui pourraient inciter les employeurs à engager des négociations efficaces avec les syndicats. Si cette situation persiste, la question de la nécessité du dialogue social pourra surgir. Dans ces conditions ne serait-il plus simple pour les syndicats de résoudre tous les problèmes par des mesures plus fermes: grèves, débrayages, exigences de changer les pouvoirs? Chmakov a souligné qu'aujourd'hui les revendications avancées par les travailleurs et les syndicats ne sont pas prises en compte.

Au dire de Chmakov plusieurs processus négatifs liés au développement du dialogue social sont provoqués par le démantèlement du ministère du Travail. La sphère sociale est actuellement gérée par le ministère de la Santé et du Développement social. Les structures qui pourraient coordonner le processus des négociations n'existent plus.

L'Etat reste le plus grand employeur dans le pays. Dans ces conditions faire semblant que les relations de travail ne l'intéressent pas est au moins immoral. Chmakov considère qu'il est nécessaire de reconstituer le ministère du Travail avec toutes ses fonctions permettant la résolution des conflits de travail.

Russie: la formation professionnelle vue par la FNPR

Le nombre des chômeurs en Russie a atteint 6 millions de personnes. Ce chiffre a été publié par la FNPR qui se base sur les statistiques.

La FNPR considère qu'une formation professionnelle de qualité est un facteur important de la défense des travailleurs contre le chômage et la pauvreté. Il est tout aussi important pour les employeurs d'avoir un personnel qualifié et bien formé. Pourtant, selon les données des syndicats 6% seulement des chômeurs ont la possibilité de recevoir une formation ou de se recycler pro-

fessionnellement sur le compte de l'Etat en passant par les services de l'emploi. Le patronat est lui aussi passif. Les dépenses des entreprises pour la formation professionnelle ne représente que 0,3% de la masse salariale. La situation dans la formation professionnelle est déplorable – la base matérielle des établissements de la formation professionnelle est pratiquement détruite, le salaire des enseignants est dérisoire. Tout cela se répercute directement sur la qualité de formation.

Selon la FNPR la formation professionnelle a besoin d'un partenariat social et de la coopération directe entre l'Etat, les écoles de formation et les organisations syndicales et patronales.

Ukraine: mobiliser le partenariat social

La rencontre entre le président de l'Ukraine V. Youshchenko et le président de la Fédération des syndicats d'Ukraine A. Yourkine a eu lieu à Kiev le 18 mai. Lors de cette rencontre les questions du dialogue social dans le pays ont été discutées.

Prenant en considération l'expérience de l'Union Européenne et les recommandations de l'OIT A. Yourkine a proposé au chef de l'Etat de convoquer en automne 2005 une Conférence nationale tripartite et de faire reprendre l'activité du Conseil natio-

nal pour le dialogue social. Il a été aussi entendu que la première réunion du Conseil renouvelé sera dirigé par V. Youshchenko. Le président de la République a soutenu les propositions des syndicats et leur a donné le feu vert.

Ukraine: un programme de lutte contre la pauvreté est nécessaire

S. Gourenko, président du Comité pour la politique économique du parlement de l'Ukraine a fait savoir dans sa récente déclaration que la paupérisation a mis à l'ordre du jour la destinée du peuple ukrainien et les moyens de prévenir son emmigration massive. Plus de 7 millions ukrainiens sont déjà partis à l'étranger à la recherche d'un emploi. Nombreux sont ceux qui vivent avec un dollar par jour, le nombre des personnes sous-alimentées ne diminue pas. Gourenko a souligné que malgré la promesse de l'Ukraine, faite en 2002, de diminuer la pauvreté de 2 fois vers l'année 2015, il n'y a pas eu de changements positifs jusqu'à présent. Les nouveaux pouvoirs du pays ont donné la promesse de créer 5 millions de nouveaux emplois, mais le programme de sa mise en oeuvre n'est pas encore élaboré.

Au dire de Gourenko, la tâche primordiale du parlement d'Ukraine est d'élaborer un programme de lutte contre la pauvreté et d'adopter des lois nécessaires, y compris une loi sur l'impôt sur les surrevenus.

Ukraine: le président de la FSU parle de la situation sociale

Intervenant le 9 juin 2005 à la session de la Conférence internationale du travail à Genève, A. Yourkine, président de la FSU, a déclaré que les syndicats de son pays font tout leur possible pour abolir la pauvreté, surtout parmi les salariés. Pour atteindre ce but il est nécessaire, selon lui, de garantir un salaire digne aux travailleurs et sa hausse régulière qui devance l'augmentation des prix.

Au début de 2005 le salaire moyen en l'Ukraine a augmenté de 30% par rapport à la même période de l'année précédente. Ce salaire dépasse de 52% le minimum vital établi pour la population active. La hausse de la rémunération devance actuellement l'augmentation des prix à la consommation.

Pourtant, 28% de la population d'Ukraine reste au-dessous du seuil de pauvreté. Ce sont surtout les travailleurs agricoles et du secteur public. Conformément aux méthodes de calcul de l'OIT, 8,6% de la population active d'Ukraine est actuellement au chômage (le chiffre officiel est de 3,5%). On compte maintenant 5 chômeurs enregistrés pour un emploi vacant. 2 à 7 millions d'ukrainiens cherchent un emploi à l'étranger. Yourkine a souligné que les syndicats d'Ukraine se prononcent pour l'adoption d'un nouveau Code du travail garantissant un travail digne à tous ceux qui veulent travailler.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
117119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(095) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(095) 952-2782
+7(095) 938-8649
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru

**LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.**

**SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.**

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

**LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BIÉLORUSSIE, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDAVIE,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN, D'OUBÉKISTAN, D'UKRAINE,
AINSI QUE 32 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.**

**LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE L'ASSAMBLÉE INTERPARLEMENTAIRE DES ÉTATS DE LA CEI,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.**

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

**LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUTS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.**

LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.

MIKHAÏL CHAMAKOV EST PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre, les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:

www.vkp.ru